

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cité administrative
19 rue de Ciron
Cedex 09
81013 ALBI

ALBI, le 01/09/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/08/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SNC VIGROUX GRANULATS BETON

Les Estreillous
81340 Assac

Références : 81-CARMIN-2023-40
Code AIOT : 0006803452

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/08/2023 dans l'établissement SNC VIGROUX GRANULATS BETON implanté La Cayrelié, Vignoble de la Cayrelié Roquecourbière et Les Coustats 81340 Assac. L'inspection a été annoncée le 12/07/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SNC VIGROUX GRANULATS BETON
- La Cayrelié, Vignoble de la Cayrelié Roquecourbière et Les Coustats 81340 Assac
- Code AIOT : 0006803452
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation visitée est une carrière de dolérite et de schiste autorisée par arrêté préfectoral du 28 décembre 2010 pour une durée de 30 ans et pour un volume de 200 000 tonnes par an.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- extraction
- rejet des eaux

- zone de protection

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Cote d'extraction	Arrêté Préfectoral du 28/12/2010, article 14	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Méthode d'extraction	Arrêté Préfectoral du 28/12/2010, article 14-3	/	Sans objet
3	Distances limites et zones de protection	Arrêté Préfectoral du 28/12/2010, article 17	/	Sans objet
4	Plan	Arrêté Préfectoral du 28/12/2010, article 18	/	Sans objet
5	Eau	Arrêté Préfectoral du 28/12/2010, article 21	/	Sans objet
6	Eaux rejetées	Arrêté Préfectoral du 28/12/2010, article 21-2-3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a mis en évidence une légère avance dans le phasage de l'exploitation due à la découverte d'un gisement de moins bonne qualité sur une partie de la carrière. Cette avance amène à revoir le niveau des cotes d'extraction par phases comme prescrit dans l'arrêté préfectoral et dans les plans de phasage.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Cote d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/12/2010, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Phasage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Les différentes phases d'extraction sont limitées aux cotes minimales suivantes : phase 3 : 305m
Constats : Selon le plan d'exploitation consulté, la cote du carreau actuelle est à 302 mètres. L'exploitant indique avoir rencontré un gisement de moins bonne qualité sur la phase 2 ce qui l'oblige à anticiper en profondeur la phase 4.
Observations : Il est demandé à l'exploitant de déposer dans un délai de deux mois un porter-à-connaissance afin de mettre à jour son phasage.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2mois

N° 2 : Méthode d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/12/2010, article 14-3
Thème(s) : Risques accidentels, Hauteur fronts
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...]La hauteur maximale des fronts de taille est limitée à 15m séparés par des banquettes compatibles avec la stabilité de la roche du massif. La largeur minimale des banquettes ne pourra être inférieure à 5 m.
Constats : La hauteur des fronts est inférieure à 15 mètres. Les banquettes en fin d'exploitation avoisinent les 5 mètres.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Distances limites et zones de protection

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/12/2010, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Distances limites
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les bords des excavations de la carrière sont tenus à distance horizontale d'au moins : <ul style="list-style-type: none">- 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publique ;-10m de part et d'autre du ruisseau de La Cayrelié qui traverse le site sur un axe nord-sud ;-20m de la route départementale n°53 à l'est du site ;-30m de la route départementale n° 700 au sud du site ;-50m du bord du lit mineur de la rivière le Tarn.[...] Une zone où a été inventoriée une espèce végétale protégée (la saxifrage de l'Ecluse) située sur les parties hautes du versant ouest du ruisseau de La Cayrelié au nord du site, est préservée de l'exploitation. Cette zone représente une superficie d'environ 2000m ² (100m suivant l'axe nord-sud par 20m de large). Le ruisseau de La Cayrelié est enjambé par trois ponts qui ne feront pas obstacle à l'écoulement des eaux même en cas de crues.
Constats : Les travaux d'exploitation de la carrière sont situés : <ul style="list-style-type: none">- à plus de 10 mètres du périmètre d'autorisation ;- à plus de 10 mètres du ruisseau de part et d'autre ;- à plus de 20 mètres de la route départementale n°63 ;- à plus de 30 mètres de la route départementale n°700 et ;- à plus de 50 mètres du lit mineur du Tarn. La zone où a été inventoriée l'espèce protégée n'a pas fait l'objet d'exploitation (selon le plan d'exploitation consulté).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Plan

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/12/2010, article 18
Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour au moins une fois par an un plan de la carrière d'échelle adaptée à sa superficie. Sur ce plan sont reportés a minima : <ul style="list-style-type: none">-les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50mètres ;-les bords de la fouille ;-les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;-les zones remises en état ;-la position des ouvrages visés à l'article 16 ci-dessus ;-la zone de protection de la saxifrage de l'Ecluse.
Constats : La plan consulté date de décembre 2022 et comporte les éléments cités.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/12/2010, article 21
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution des eaux et du sol
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...]Une cuve d'hydrocarbures d'une capacité de 10m ³ est installée sur le site sur un bac de rétention d'égale capacité. [...]
Constats : La cuve d'hydrocarbures de capacité de 10m ³ est située dans un container rendu étanche. Celui-ci étant positionné sur une aire étanche où sont récupérés les eaux de ruissellement transitant par un séparateur d'hydrocarbures avant rejet dans le bassin de décantation. Le jour de l'inspection, le volume de rétention est estimé à environ 9m ³ . Suite à l'inspection, l'exploitant a modifié sa rétention en la réhaussant et la portant ainsi à 10,1m ³ .
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/12/2010, article 21-2-3
Thème(s) : Risques chroniques, Rejet des eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux de ruissellement provenant de la carrière sont dirigées vers deux bassins de décantation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le premier d'une capacité de 800 m³ sur la rive droite du ruisseau de La Cayrelie ; - le second d'une capacité de 150 m³ sur la rive gauche du ruisseau de La Cayrelie. <p>Ces bassins sont équipés d'un système de cloison siphonée en T qui permet l'écoulement des eaux après décantation vers le ruisseau de La Cayrelie tout en retenant les éventuels hydrocarbures. Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le pH est compris entre 5,5 et 8,5 ; - la température est inférieure à 30°C ; - les matières en suspension totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l ; - la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) a une concentration inférieure à 125 mg/l ; - Les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 10 mg/l. <p>Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures ; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites. Les valeurs sont déterminées selon les normes appropriées décrites dans l'arrêté ministériel du 7 juillet 2009. La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l. IT</p> <p>Les rejets des bassins de décantation sont équipés d'un canal de mesure du débit et d'un dispositif de prélèvement.</p> <p>Les rejets ont lieu dans le ruisseau de La Cayrelie entre les bassins de décantation et le pont de la RD 700.</p> <p>L'exploitant fait réaliser, à ses frais, tous les ans, les analyses des eaux rejetées dans le milieu naturel sur les paramètres visés ci-dessus. Ces analyses réalisées par un laboratoire agréé sont envoyées à la préfecture du Tarn.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les eaux de ruissellement sont dirigées vers 2 bassins de décantation (un en rive droite vide le jour de l'inspection et un en rive gauche). Ces bassins sont équipés d'un système permettant le rejet des eaux décantées. Le rejet des bassins est effectué dans le ruisseau de la Cayrelie. Les résultats d'analyses pour l'année 2022 et 2023 indiquent des valeurs de rejets conformes aux seuils autorisés.</p>
Observations : L'exploitant justifiera du dimensionnement de chacun des bassins.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet